

TI_GERICHTE 30.2004.23 vom 28. Mai 2004

TI Tribunale d'appello, 2004-05-28, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_30.2004.23_d20040528

FR: TI_GERICHTE 30.2004.23 du 28 mai 2004

IT: TI_GERICHTE 30.2004.23 del 28 maggio 2004

Regeste

Sentenza o decisione senza scheda

Erwägungen

E. 1

Dans le cas particulier, se pose, à titre préalable la question de savoir si l'intimée était en droit de rendre une décision de constatation, susceptible de recours, sur le statut des conseillers/ères de X SA en matière de cotisations AVS. Selon les premiers juges, l'intimée était fondée à rendre une décision en constatation, vu le nombre de conseillers/ères de X SA et la particularité du système de vente directe développé par cette société. (...) 2.1 En vertu de l'art. 25 al. 2 PA, une demande en constatation est recevable si le requérant prouve qu'il a un intérêt digne de protection. Selon la jurisprudence, une autorité ne peut rendre une décision de constatation, au sens des art. 5 al. 1 let. b et 25 PA, que lorsque la constatation immédiate de l'existence ou l'inexistence d'un rapport de droit est commandée d'un intérêt digne de protection, à savoir un intérêt actuel de droit ou de fait, auquel ne s'opposent pas de notables intérêts publics ou privés, et à condition que cet intérêt digne de protection ne puisse être préservé au moyen d'une décision formatrice, c'est-à-dire constitutive de droits ou d'obligations (ATF 126 II 303 consid. 2c, 121 V 317 consid. 4a et les références). Il s'ensuit que l'intérêt digne de protection requis fait défaut, en règle ordinaire, lorsque la partie peut obtenir en sa faveur un jugement condamnatore; en ces sens, le droit d'obtenir une décision en constatation est subsidiaire (ATF 125 V 24 consid. 1b et la référence; ANDRE GRISEL, Traité de droit administratif, vol. II, p. 867). 2.2 La jurisprudence considère que le statut des assurés en matière de cotisations AVS peut, à lui seul, donner lieu à une décision de constatation lorsqu'un intérêt majeur exige l'examen préalable de cette question. Il en va ainsi dans certains cas complexes, dans lesquels l'on ne peut raisonnablement pas exiger que des décomptes de cotisations paritaires compliqués, soient effectués avant que l'existence d'une activité lucrative dépendante et l'obligation de cotiser de l'employeur visé aient été établies. Une telle situation peut se présenter notamment lorsque de nombreux assurés sont touchés par la décision notifiée à leur employeur commun, relative à leur situation de personnes salariées, tout particulièrement si le nombre de ces assurés est si élevé que l'administration ou le juge est dispensé de les appeler à intervenir dans la procédure en qualité d'intéressés (ATF 112 V 84 consid. 2a; ATFA 1960 p. 222 consid. 1; voir aussi RCC 1987 p. 384 consid. 1a et les références; RAMA 1990 n° U 106 p. 276 consid. 2b). 2.3 En l'occurrence, la recourante a refusé de communiquer à l'intimée la liste complète de ses conseillères. Dans sa lettre du 7 décembre 1999, elle a fait valoir que le fait de récolter et de traiter les données dans les formes requises engendrerait des coûts considérables. Le droit d'obtenir une décision en constatation doit cependant être nié. En effet, le cas de ses conseillères et animatrices n'est pas d'une complexité telle qu'il

nécessite au préalable une décision de constatation sur son statut d'employeur et la question du statut en matière de cotisations AVS des <<présentatrices>> d'articles de marque dans la vente à domicile n'est pas nouvelle. Dans un arrêt non publié R. du 18 septembre 1968 [H 58/68], la Cour de céans a nié qu'elles fussent de condition indépendante (voir aussi, à propos de l'offre d'articles ou de prestations de service à domicile, HANSPETER Käser, *Unterstellung und Beitragswesen in der obligatorischen AHV*, 2e édition, p. 138, ch. m 4.79 et la note n° 266). Dans le cas particulier, il n'existe dès lors pas un intérêt digne de protection à la constatation immédiate du statut des conseillères de la recourante en matière de cotisations AVS. Suite à la communication de l'intimée du 7 mai 1999, X SA aurait pu et dû chercher à obtenir un jugement condamnatore concernant ses conseillères/animatrices et ses représentants. Il s'ensuit que l'intimée n'avait pas à donner suite à la demande en constatation de la recourante.

E. 3.1

Dans un arrêt C. du 28 mai 1986, paru aux ATF 112 V 81, le Tribunal fédéral des assurances a considéré que la juridiction de première instance n'aurait pas dû entrer en matière sur le recours déposé contre une décision de constatation rendue à tort. Le juge des assurances sociales ne peut en effet connaître d'un recours contre un acte administratif n'ayant pas le caractère de décision, un tel recours étant irrecevable (voir aussi ATF 102 V 152 consid. 4; RCC 1986 p. 52s. consid. 3, 1980 p. 590s. consid. 2, 1973 p. 479 consid. 4; RAMA 1987 n° U14 p. 158 consid. 2b; arrêt D. du 29 décembre 1987, consid. 2 non reproduit in RAMA 1988 n° 149 p. 239; arrêt non publié F. du 4 août 1993 [C 26/93], consid. 1b). Plus récemment, le Tribunal fédéral des assurances a considéré que la juridiction de première instance, faute d'intérêt digne de protection à la constatation de la condition du cotisant, aurait dû pour ce motif annuler la décision de la caisse et ne pas entrer en matière sur la question du statut en matière de cotisations AVS (arrêt non publié P. du 31 mai 2002 [H 336/00]). De même, dans un arrêt non publié C. du 11 octobre 2002 (C 81/01), la Cour de céans a considéré que, faute d'intérêt digne de protection à la constatation du droit à l'indemnité de chômage, l'autorité de recours aurait dû, pour cette raison, annuler la décision de la caisse, dans la mesure où celle-ci concernait des prestations déjà versées. (...)

E. 3.3

Les motifs de l'arrêt ATF 112 V 85 consid. 2 ont pour effet que la juridiction de première instance n'a pas à entrer en matière sur le recours déposé contre une décision de constatation rendue à tort. Cette solution n'est pas satisfaisante. En effet, il est nécessaire que la juridiction de première instance vérifie que les conditions de l'art. 25 al. 2 PA sont remplies et qu'elle entre en matière sur le recours si elle procède à l'examen de la question de l'intérêt digne de protection à la constatation de la condition du cotisant. Aussi, dans la mesure où la juridiction de première instance doit entrer en matière sur le recours pour trancher la question de l'intérêt digne de protection, celui-ci ne peut pas être déclaré irrecevable. D'autre part, si la juridiction de première instance, au terme de son examen, nie tout intérêt digne de protection à la constatation de la condition du cotisant, elle doit annuler la décision de constatation rendue à tort. Pour ce motif également, la solution contraire de l'arrêt ATF 112 V 81 ne saurait être maintenue, puisqu'elle oblige la juridiction de première instance à ne pas entrer en matière sur le recours déposé contre une décision de constatation rendue à tort, l'empêchant ainsi d'annuler cette décision. Or, l'obligation d'entrer en matière sur le recours existe même dans le cas où la nullité d'une décision de constatation est invoquée (IMBODEN/RHINOW, *Schweizerische Verwaltungsrechtsprechung*, vol. I Partie

Générale, 6e éd., Nr. 40 ch. III c p. 240; FITZ GYGI, Bundesverwaltungspraxis, 2e éd., § 14 ch 10 p. 144; PIERRE MOOR, Droit administratif, vol. II Les actes administratifs et leur contrôle, 2e éd., ch. 2.3.1.2 p. 307; BENOIT BOVAY - avec la collaboration de THIBAUT BLANCHARD -, Procédure administrative, 2e partie: Les principes généraux, ch. 3 p. 280).

E. 3.4

En l'espèce, faute d'intérêt digne de protection à la constatation immédiate du statut de conseillers/ères de la recourante en matière de cotisations AVS, les premiers juges auraient dû annuler d'office la décision de constatation du 9 décembre 1999, rendue à tort. Au vu de ce qui précède, la Cour de céans ne saurait entrer en matière sur les conclusions du recours qui portent sur le fond de la contestation." (sottolineature del redattore) Va ancora rammentato che con il 1° gennaio 2003 è entrata in vigore la legge federale sulla parte generale del diritto delle assicurazioni sociali il cui art. 49 cpv. 2 LPGA prevede che una domanda relativa a una decisione d'accertamento deve essere soddisfatta se il richiedente fa valere un interesse degno di protezione. Kieser, in ATSG-Kommentar, Zurigo 2003, pag. 489 ricorda come: " c) Feststellungsverfügungen setzen ein schützenswertes Interesse voraus. Art. 49 Abs. 2 ATSG verwendet nicht etwa in Art. 59 ATSG oder in Art. 25 Abs. 2 VwVG (oder noch im BERICHT UND ENTWURF, 75) enthaltenen Begriff des <<schutzwürdigen >> Interesses. Aus welchen Gründen der Begriffwechsel erfolgte, ist nicht ersichtlich (vgl. dazu auch BBl 1991 II 262, wo im erläuternden Bericht von <<schutzwürdig>> die Rede ist, während im Gesetzestext bereits von <<schützenswert>> die Rede ist). Offensichtlich kommt der entsprechenden Wortwahl nicht die Bedeutung zu, dass eine Abweichung von der bisherigen Gesetzgebung bzw. Rechtsprechung angestrebt wird (vgl. im übrigen zur analogen Korrektur in Art. 59 ATSG BBl 1999 4622). Deshalb besteht zwischen dem schutzwürdigen Interesse gemäss Art. 59 ATSG, welches bei der Legitimation zur Beschwerde massgebend ist (gl. Dazu ATSG- Kommentar, Art. 59 Rz. 4), und demjenigen, um eine Feststellungsverfügung zu verlangen, eine Parallelität (vgl. dazu Kölz/Bosshart/Röhl, Rz. 60 zu Art. 19 VRG). Zu verneinen ist das schutzwürdige Interesse dann, wenn eine Gestaltungsverfügung erwirkt werden kann (vgl. BGE 121 V 318, 125 V 24); insoweit hat die Feststellungsverfügung gegenüber der Gestaltungsverfügung eine subsidiäre Bedeutung ." 2.4. In simili condizioni, alla luce della nuova giurisprudenza, il ricorso non può essere dichiarato irricevibile. Il TCA deve infatti esaminare se nel caso concreto vi è un interesse degno di protezione all'emanazione di una decisione d'accertamento, come quella in esame, dello statuto di _____ per quanto concerne il lavoro svolto per la _____. Come visto, non vi è interesse degno di protezione, di regola, laddove la parte può ottenere in suo favore una decisione condannatoria. In tal caso il diritto di ottenere una decisione d'accertamento è sussidiario (cfr. sentenza sopra citata, consid. 2.1.). Ciò è il caso quando la problematica è complessa o di difficile risoluzione o quando numerosi assicurati sono toccati dalla decisione. In concreto, pur essendoci, per entrambe le parti, ed in particolare per _____ la necessità di conoscere il proprio statuto (dipendente o indipendente), al fine di poter regolarizzare la propria posizione anche nei confronti delle altre assicurazioni sociali (secondo pilastro, assicurazioni infortuni, ecc.) e del fisco (l'attività indipendente prevede deduzioni che l'attività dipendente non conosce), nulla impedisce alla Cassa di emanare una decisione condannatoria tramite la quale vengono fissati i contributi paritetici o da attività indipendente dovuti nel 2003, così da permettere alle assicurate, in caso di disaccordo, di contestare la qualifica contributiva e, finalmente, di chiarire la situazione. In simili condizioni, alla luce della nuova

giurisprudenza del TFA, i ricorsi vanno accolti e le decisioni modificate nel senso che va stralciato il passaggio nel quale viene indicato che " La cassa ricorda che a decorrere dal 1.4.2003 la signora _____ sarà considerata salariata della _____." L'incarto va rinviato alla Cassa per l'emissione delle necessarie decisioni formali tramite le quali verrà stabilito l'ammontare dei contributi dovuti nel 2003. Per cui l'assunzione delle ulteriori prove richieste dalle assicurate (cfr. doc. __, consid. 1.8), nonché la convocazione per un dibattimento al fine di trovare una conciliazione si rivelano superflui. Infatti, non potendo la Cassa emettere una decisione d'accertamento, ulteriori prove atte a stabilire lo statuto di _____ o un esperimento di conciliazione non potrebbero modificare l'esito del ricorso in assenza di una decisione condannatoria. Il TCA rammenta inoltre che l'audizione richiesta può essere rifiutata senza per questo ledere il diritto d'essere sentito, sancito dall'art. 29 cpv. 2 Cost. e dall'art. 6 n. 1 CEDU. Infatti, secondo la giurisprudenza federale, l'obbligo di organizzare un dibattimento pubblico ai sensi dell'art. 6 n. 1 CEDU presuppone una richiesta chiara e inequivocabile di una parte; semplici domande di assunzione di prove, come ad esempio istanze di audizione personale o di interrogatorio di parti o di testimoni, oppure richieste di sopralluogo, non bastano per creare un simile obbligo (cfr. STFA dell'8 novembre 1999 nella causa H., H 74/99, consid. 5b, pag. 6; DTF 122 V 47; cfr. pure DTF 124 V 90, consid. 6, pag. 94 e il rinvio alla DTF prima citata). Inoltre, conformemente alla costante giurisprudenza, qualora l'istruttoria da effettuare d'ufficio conduca l'amministrazione o il giudice, in base ad un apprezzamento coscienzioso delle prove, alla convinzione che la probabilità di determinati fatti deve essere considerata predominante e che altri provvedimenti probatori non potrebbero modificare il risultato, si rinuncerà ad assumere altre prove (apprezzamento anticipato delle prove; Kieser, Das Verwaltungsverfahren in der Sozialversicherung, pag. 212 no. 450, Kölz/Häner, Verwaltungsverfahren und Verwaltungsrechtspflege des Bundes, 2a ed., pag. 39 no. 111 e pag. 117 no. 320; Gygi, Bundesverwaltungsrechtspflege, 2a ed., pag. 274; cfr. anche STFA dell'11 gennaio 2002 nella causa C., H 103/01; DTF 122 II 469 consid. 4a, 122 III 223 consid. 3c, 120 Ib 229 consid. 2b, 119 V 344 consid. 3c e riferimenti). Tale modo di procedere non costituisce una violazione del diritto di essere sentito desumibile dall'art. 29 cpv. 2 Cost. (e in precedenza dall'art. 4 vCost.; DTF 124 V 94 consid. 4b, 122 V 162 consid. 1d, 119 V 344 consid. 3c e riferimenti). In concreto, questo Tribunale ritiene la fattispecie sufficientemente chiarita dall'esame degli atti dell'incarto per cui rinuncia all'assunzione di ulteriori prove. Infine, alle insorgenti, entrambe rappresentate da un avvocato, vanno assegnate le ripetibili. A questo proposito va rilevato che con sentenza del 22 aprile 2004 nella causa B. (K 139/02), il TFA ha rammentato che le ripetibili vanno accordate indipendentemente dal fatto che il giudizio sia parzialmente adottato in applicazione di nuovi principi giurisprudenziali. Nel caso di specie le ripetibili sono a maggior ragione dovute, ritenuto che comunque la sentenza del TFA pubblicata in DTF 129 V 289 è del 6 marzo 2003, ossia precedente all'emanazione delle decisioni impugnate.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.